



Une mondialisation surestimée

La mondialisation du capitalisme contemporain ne fait aucun doute, mais elle pèse moins que le laissent paraître les statistiques. Dans tous les domaines, il y a une large surévaluation.

La mondialisation de l'économie pèse de tout son poids sur les décisions de politique économique des gouvernements du monde entier. Les chiffres sont là pour le souligner : des exportations équivalentes à un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial, un stock d'investissements à l'étranger qui en représente plus du tiers et des transactions sur les marchés des changes dont le montant est de quasiment vingt fois le PIB de la planète ! On se demande bien comment une seule économie et ses dirigeants pourraient résister à la force de tels vents mondialisés.

Or, les instruments de mesure de la mondialisation économique ne sont pas d'une grande justesse : ils ont une tendance systématique à la surestimer. C'est vrai pour le commerce international, comme pour les investissements directs ou la finance mondiale.

UN PROBLÈME SUR LES INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER

Côté commerce, l'internationalisation des chaînes de valeur ajoutée, où chaque territoire est spécialisé dans la production d'une partie d'un bien, envoyée à un autre pays qui ajoute son composant avant de l'envoyer à son tour dans un autre pays qui ajoute le sien, etc., conduit à une surévaluation des échanges internationaux (voir notre entretien ci-contre avec Pascal Lamy).

Côté investissements à l'étranger, on enregistre, dans ces flux, des échanges de capitaux intra-firmes qui correspondent plus à des stratégies agressives d'optimisation fiscale (via des surfacturations ou des sous-facturations

entre filiales, par exemple) qu'à des investissements productifs. A la demande de l'Organisation des Nations unies (ONU), les statistiques des balances des paiements vont devoir se faire plus précises à partir de la fin de l'année 2014. La Banque de France a pris de l'avance et publié d'ores et déjà des données selon la nouvelle règle. Les résultats sont surprenants : le stock des investissements étrangers en France était à la fin 2011 surestimé de 273 milliards d'euros, soit 60 %

Les instruments de mesure de la mondialisation économique ne sont pas d'une grande justesse

de son montant total. Et les investissements français à l'étranger gonflés de près de 30 % ! Un écart qui ne cesse de progresser, reflet de l'utilisation croissante des paradis fiscaux par nos entreprises.

Mieux, ou pire : quand un investissement étranger arrive d'un paradis fiscal et que l'on cherche quel

est le véritable investisseur d'origine qui se cache derrière, on

Commerce mondial : le compte n'est pas bon

Que pensez-vous des mesures de l'internationalisation des échanges commerciaux ?

Quand j'étais directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), j'ai proposé une révolution dans la manière dont on mesure le commerce international, une donnée importante dans les économies contemporaines. Depuis le Moyen Age, on mesure le commerce international en augmentant le compteur à chaque fois qu'un bien ou un service franchit une frontière. Cela correspond à un modèle économique où, quand on produit quelque chose dans un pays et qu'on le consomme dans un autre, on compte comme commerce international l'exportation du premier pays vers le second.

Ce monde n'est plus. Nous vivons aujourd'hui dans une économie où les

chaînes de production des biens et des services sont de plus en plus segmentées, éclatées sur différents territoires, où tout est fabriqué un peu partout. A peu près deux tiers de l'échange commercial international, que ce soit des biens ou des services, correspondent à des échanges de composants, de « morceaux » de produits.

Dans ces conditions, continuer, comme on le faisait par le passé, à compter le commerce international à chaque fois que quelque chose franchit une frontière, conduit à des aberrations statistiques. Prenons un exemple : on produit une voiture dans un pays pour une valeur de 100 et on l'exporte dans un autre pays. On obtient 100 de commerce international. Aujourd'hui, cette voiture est produite dans cinq pays différents, qui apportent

s'aperçoit de deux choses : d'une part, que le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique servent souvent d'intermédiaires ; et d'autre part, qu'ils sont utilisés par les Etats-Unis, l'Allemagne et... des filiales d'entreprises françaises ! Nos entreprises étaient ainsi fin 2011 à l'origine de 14 % du stock d'investissements étrangers en France !

Enfin, l'interprétation des données concernant les transactions financières internationales a également tendance à surestimer le poids de cette partie de la mondialisation. Par exemple les commentateurs évoquent régulièrement le poids des marchés de produits financiers complexes dits « produits dérivés » en citant les quelque 700 000 milliards de dollars de contrats qu'ils représentent. Or, cette mesure correspond à la valeur « notionnelle », c'est-à-dire la valeur de référence des contrats, mais pas aux sommes réellement en jeu sur ces marchés. Par exemple quand

une banque achète l'un de ces produits pour se couvrir contre une hausse des taux d'intérêt au-dessus de 3 % dans les six prochains mois pour un montant de 10 millions d'euros (le notionnel), si le taux passe à 3,5 %, la banque qui lui a vendu le dérivé devra lui verser 0,5 % de 10 millions. A la mi-2013, les contrats sur taux d'intérêt représentaient 80 % du marché mondial des produits dérivés. Les sommes en jeu sont donc bien moindres que le montant affiché des transactions.

Lorsqu'on tente de mesurer un peu plus précisément le montant des risques effectivement pris, on tombe à environ 20 000 milliards de dollars. Ce n'est pas négligeable, mais c'est moins impressionnant que 700 000 ! L'internationalisation de la finance est réelle, mais son poids tend à être surévalué. La mondialisation du capitalisme contemporain aussi. Elle est indéniable, mais largement surestimée.. ■

CHRISTIAN CHAVAGNEUX



Salle de marché à Francfort. Les 700 000 milliards de dollars pour les contrats de produits dérivés dans le monde correspondent en fait à quelque 20 000 milliards réellement mis en jeu sur ces marchés.

Eric Tschoen - Réa



PASCAL LAMY, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce*

chacun des morceaux du moteur, de la carrosserie, de l'électronique, etc. Mettons, par hypothèse, que chacun de ces pays ajoute 20 % de la valeur. Si vous continuez à enregistrer le commerce international comme avant, vous allez avoir : 20 de commerce international pour le premier pays qui exporte ; le second ajoute 20 de valeur et exporte 40, puis 60 pour le troisième, puis 80, etc. Et si vous continuez à compter comme avant, vous allez enregistrer au final un commerce international de 300... pour une voiture qui ne vaut toujours que 100 !

En comptant de cette façon, on aboutit à une inflation du volume du commerce international par rapport au volume de la production, ce qui déforme la représentation de l'économie. La production réelle correspond à la valeur que vous ajoutez à chaque

étape. Et c'est bien comme cela que l'on mesure le produit intérieur brut (PIB) de chaque pays, en faisant la somme des valeurs ajoutées. Il faut faire exactement la même chose pour le commerce international.

Nous avons mis deux ou trois ans à l'OMC, avec l'OCDE, pour proposer les chiffres adéquats pour quelques années. On obtient alors des résultats surprenants. Par exemple si on mesure comme on le faisait depuis le Moyen Age, on trouve qu'à peu près 60 % du commerce international sont des biens ; si on le mesure en valeur ajoutée, à peu près 60 % du commerce international sont des services. Cela rejoint d'ailleurs en gros ce qu'on sait des économies contemporaines, c'est-à-dire que les services composent l'essentiel de la production.

Si vous calculez, autre exemple, la balance commerciale bilatérale en volume entre les Etats-Unis et la Chine : pour un déficit commercial américain de 100 vis-à-vis de la Chine, le déficit tombe à 55 calculé en valeur ajoutée. Pourquoi ? Parce qu'un iPad assemblé

en Chine et qui entre dans les importations américaines pour, mettons, 800 dollars, ne contient qu'environ 40 à 50 dollars de valeur ajoutée chinoise. Quand les Américains importent un iPad, ils réimportent de la valeur ajoutée américaine qui a été exportée en Chine : toute la conception, les redevances sur brevets, le design.

Dernière illustration : si vous prenez, au niveau mondial, le contenu moyen en importations des exportations dans le monde – c'est-à-dire combien vous devez importer pour exporter –, ce chiffre était de 20 % il y a vingt ans ; il est de 40 % aujourd'hui. Autrement dit, la vieille idée mercantiliste selon laquelle « les exportations, c'est bien, et les importations, c'est mal » se meurt. Si vous observez les pays qui ajoutent le plus de valeur dans leur économie grâce à leur participation à l'échange international, ce sont ceux également qui importent le plus. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN CHAVAGNEUX

* Auteur de *Quand la France s'éveillera*, Odile Jacob, 2014.